

# L'Opportunity Fund pour le plaidoyer en faveur de la planification familiale

Le plaidoyer au sein des pays est essentiel pour faire en sorte que les gouvernements rendent des comptes par rapport à leurs engagements à l'égard de FP2020. Et pourtant, trop souvent les organisations de la société civile (OSC) manquent de ressources pour soutenir leurs efforts en matière de plaidoyer. L'Opportunity Fund est une source flexible de financement du plaidoyer en faveur de la planification familiale. Géré par PAI pour Advance Family Planning, il aide les OSC à saisir des opportunités pour accélérer le succès de FP2020 et du Partenariat de Ouagadougou.

## RÉSULTATS RAPIDES POUR LA PÉRIODE 2014-2017



### BÉNIN

Le Ministère de la Santé alloue 200 millions de francs CFA (466 000 USD) pour les contraceptifs dans son budget de 2015, et il multiplie ainsi par quatre sa dotation de 2014.



### BURKINA FASO

Les toutes premières dotations des plans de développement quinquennal (2015-2019) sont accordées aux municipalités de Kelbo (3,7 millions de francs CFA, soit 5 000 dollars) et de Dori (2,3 millions soit 4 600 dollars) dans la région du Sahel.

Les toutes premières dotations des Plans annuels d'investissements communaux (PAIC) sont allouées aux communes sahéliennes de Gorgadji (3 200 dollars) et de Seytenga (800 dollars).

Le PIC sur la PF nouvellement révisé (2017-2020) augmente le nombre d'activités axées sur les jeunes et fait passer de 15 à 30 pourcent l'ensemble des activités chiffrées (en comparaison avec le PIC précédent).



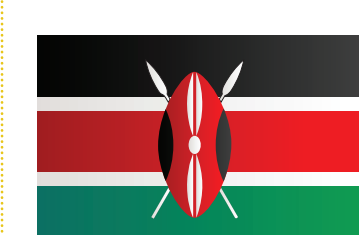
### GHANA

Le Projet de Politique Nationale de Santé des Adolescents & de Développement prône l'accès à un large éventail de méthodes contraceptives, y compris les méthodes réversibles à longue durée d'action (validation finale attendue pour décembre 2017).



### CÔTE D'IVOIRE

Le Gouvernement alloue 500 millions de francs CFA (850 000 dollars) pour l'approvisionnement en contraceptifs—ce qui représente une augmentation de 10 pourcent par rapport à la dotation budgétaire de 2016 et atteste de l'engagement renouvelé de la Côte d'Ivoire pour FP2020, en juillet 2017.



### KENYA

Les comtés de Busia et de Homa Bay valident les stratégies pluriannuelles chiffrées en matière de PF et de SR. Ces deux comtés mettent en place des groupes de travail et commencent à appliquer les mesures clés de leurs stratégies respectives.

### KENYA (suite)

Le comté de Busia inclut « le pourcentage de femmes en âge de procréer ayant recours à la planification familiale » dans ses indicateurs sanitaires.

Le comté de Kitui alloue pour la première fois la somme de 162 000 dollars à la PF dans le cadre de son budget de l'exercice 2015/2016.

Le comté de Machakos établit un groupe de travail sur la PF, élabore des PIC et accorde pour la première fois une dotation de 20 millions de shillings kenyans (200 000 dollars) à la PF, dans son budget 2017-2018.

Le comté de Kajiado crée un groupe de travail sur la PF et prévoit, pour la première fois, une dotation de 200 000 shillings kenyans (20 000 dollars) consacrés à la PF dans son budget 2017/2018.



### MADAGASCAR

Suite à son approbation par le Conseil des ministres, le projet de loi révisé sur la SR est validé par l'Assemblée nationale en 2017 et devrait être ratifié par le Sénat prochainement.



### MALI

Application des nouvelles procédures nationales en matière de SR, par rapport à la procédure de ligature des trompes au niveau des centres de santé dans 15 districts.

Première dotation réservée à la FP dans le budget du Conseil de Bougouni, mais aussi dans ceux de 10 communes, dont le total s'élève à 25 millions de francs CFA soit 50 000 dollars).



### MAURITANIE

En 2014, une première dotation de 15 millions d'ouguiyas mauritaniens (51 000 dollars) est accordée à la PF y compris pour les contraceptifs. En 2015, ce financement augmente de 33 pourcent.

Janvier 2017 : le Parlement valide pour la première fois une loi sur la SR. Cette législation stipule clairement que la santé de la reproduction est un droit universel garanti pour tous, tout au long de la vie. La loi interdit également toutes les formes de violence contre les femmes y compris la mutilation génitale féminine.



### NIGÉRIA

Le Ministère de la Santé actualise et valide le programme de formation sur la fourniture de méthodes réversibles à longue durée d'action, destinée aux agents communautaires de vulgarisation sanitaire.



### SÉNÉGAL

Le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale autorise la prescription initiale de la pilule par les agents de santé communautaire officiant dans 10 des 14 régions du pays.

En octobre 2016, le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale autorise l'augmentation à l'échelle nationale du nombre d'agents de santé communautaire habilités à prescrire la pilule pour la première fois, compte tenu du succès du test de partage des tâches.



### SUD-SOUDAN

L'État d'Imotong crée une ligne budgétaire de 1,5 millions de livres sud-soudanaises (21 000 dollars) consacrée à la PF dans le cadre du budget du Ministère de la Santé local, durant l'exercice 2017.



### TOGO

Le Ministère de la Santé révisé la politique qui autorise la mise à disposition d'injectables et la première prescription de la pilule au niveau communautaire.

En juin 2016, le Ministère de la Santé valide le Manuel de procédures pour l'application de cette politique de partage des tâches.



### OUGANDA

Le responsable du district sanitaire de Mubende instaure de nouvelles procédures pour appliquer la Stratégie Nationale de Redistribution, ce qui contribue à la baisse des taux de ruptures de stock d'implants, d'injectables et de DIU sur une période de cinq mois.

Le National Drug Authority Board [Autorité nationale du médicament] autorise la mise à disposition de contraceptifs injectables par l'intermédiaire de vendeurs privés dans 20 districts.



### ZAMBIE

Le Gouvernement alloue 12 millions de kwachas zambiens (2 millions de dollars) aux fournitures de SR, y compris les contraceptifs, dans le cadre de son budget 2014. Le budget des fournitures de SR est dépensé chaque année, et obtient des dotations accrues en 2015-2017.

En janvier 2016, le Ministère de la Santé approuve la politique de partage des tâches, ce qui permet aux agents de santé communautaire de fournir des contraceptifs injectables.

Cinq ministères finalisent les priorités budgétaires dans le cadre d'une nouvelle stratégie nationale visant à limiter les grossesses chez les adolescentes, en s'appuyant sur les dotations ministérielles de l'exercice 2017. L'approbation formelle par les ministres compétents est en cours, sous la houlette du Ministère de la Santé.

### ZAMBIE (suite)

Révision des protocoles & des directives nationales sur la PF pour faire passer de 18 à 12 ans l'âge du consentement concernant les services de contraception.

Dans le cadre de leurs budgets 2018, cinq districts des provinces du Sud et de la Ceinture du cuivre allouent 700 000 kwachas zambiens (70 000 dollars) pour la santé des adolescents et la formation des agents de santé communautaire sur la fourniture de contraceptifs injectables.

Création d'une ligne budgétaire pour renforcer les capacités des groupes de travail des districts en matière de santé des adolescents, avec une dotation initiale de 35 000 dollars durant l'exercice 2017.

Nouvelle stratégie pour la Santé des Adolescents pour 2017-2021—approuvée en août 2017—mettant l'accent sur la diminution d'un tiers du taux de grossesse des adolescentes d'ici 2021. La Stratégie de Santé des Adolescents s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique national de la santé 2017-2021 de la Zambie.

## LES CHIFFRES-CLÉS

**\$ USD 2,810,000**  
DOLLARS DÉBOURSÉS

**68** FINANCEMENTS POUR  
LES ACTIONS DE PLAIDOYER